

Le sionisme en France

Le “sionisme” a pour origine étymologique le mont Sion surplombant Jérusalem, qui représente les liens entre le peuple juif, la religion hébraïque et la Terre d’Israël. Sion évoque donc plus généralement l’aspiration politique du peuple juif à revenir sur la Terre d’Israël. Un tournant s’effectua dans la seconde moitié du XIX^e dans une époque d’émancipation et de nationalisme qui ébranle les empires et les peuples opprimés.

Enfin, les nombreuses discriminations, persécutions et la violence qu’ont subi les Juifs d’Europe de l’Est ont participé à ce dessein politique de création d’un territoire juif indépendant.

Le sionisme désigne à la fois une idéologie et un mouvement politique organisé depuis la fin du XIX^e siècle en Europe, dont le principal objectif est la reconstitution d’une nation juive en faveur de la création d’un État souverain en Terre d’Israël.

Le sionisme fit son apparition dans le journal *Selbstemanzipation* de Nathan Birnbaum datant du 1^{er} avril 1890, dans lequel cet écrivain juif inventa le concept même. Par la suite, le concept de sionisme politique connut un succès grâce au journaliste austro-hongrois Théodore Herzl qui reprit l’idée d’un État national juif dans son œuvre *Der Judenstaat* (=L’État des Juifs) en 1896.

Cependant, la relation entre le sionisme et la France apparaît ambiguë et difficile à appréhender puisque de son apparition autour de 1896, en passant par la création d’Israël en 1948, et enfin jusqu’à la visite du premier président français en Israël, François Mitterrand, en 1982, le sionisme en France ne connaît pas une position claire et une popularité linéaire. Il fut un phénomène complexe s’inscrivant dans l’histoire de l’émancipation des Juifs en Europe, et qui suivit le contexte des mutations sociales et politiques de la France comme l’antisémitisme, le nationalisme et le colonialisme, ainsi que le contexte géopolitique plus global.

⇒ Pourquoi le sionisme en France entre 1896 et 1986 met-il du temps à émerger et se heurte-t-il à des réceptions divergentes ?

- I. Une lente émergence du sionisme en France jusqu’au début du XX^e
- II. Première moitié du XX^e siècle : une ambivalence de la réception du sionisme marquée par l’indifférence
- III. 30’s à 1986 : un sionisme qui divise l’opinion publique, en lien avec le contexte international

I. L’émergence du sionisme en France : entre intérêt et rejet

a) Intégration Juifs dans société française

Depuis 1791 avec la “loi de l’émancipation des juifs”, toute discrimination contre les juifs en France est proscrite et la population jouit désormais des droits de la citoyenneté française. En effet, depuis le Moyen-Âge la communauté juive ashkénaze a tendance à migrer depuis l’Europe de l’Est et centrale vers l’Occident, notamment en France, en raison de fortes discriminations. Elle a souvent été localisée dans des quartiers précis comme le quartier du Marais à Paris.

En 1848, les Juifs bénéficient d’une émancipation politique pleine et entière en France. Ils s’impliquent dans la société française et soutiennent l’idéologie républicaine.

Grâce à la création de l’Alliance Israélite Universelle par Adolphe Crémieux en 1860 visant la défense de la condition des Juifs dans le monde entier, la communauté est bien accueillie et intégrée en France. L’Alliance ouvre des écoles en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et intervient en faveur des juifs persécutés dans le monde. Ainsi, on compte au XIX^e siècle 100 000 juifs de France qui ont la nationalité française.



b) antisémitisme croissant

Les premières idées sionistes commencent à émerger petit à petit grâce à des intellectuels comme Moses Hess, un philosophe juif d’origine allemande, qui adhère à l’alliance israélite universelle et qui est considéré comme l’un des pères fondateurs du sionisme avec son ouvrage *Rome et Jérusalem* en faveur du retour des Juifs en Terre d’Israël.

Suite à l'assassinat du Tsar Russe Alexandre II en 1881, la population juive connaît un nouveau tournant avec une politique durcie du nouveau Tsar qui fait des juifs des boucs-émissaires : de violents pillages et massacres forcent la population juive à s'exiler, ce qui constitue une émigration massive vers l'Europe de l'Ouest et l'Amérique. La crise économique et la montée du chômage font déferler une vague d'antisémitisme. En 1894, l'Affaire Dreyfus retentit - on suspecte Alfred Dreyfus (capitaine de l'armée française) c'est un alsacien et il est juif.

En 1898 : Zola publie une tribune dans le journal *L'Aurore* : "J'Accuse". Survient ensuite un massacre de juifs à Alger.

=>Cet exemple témoigne de l'antisémitisme croissant en France au sein même des institutions. Ce scandale divise la France, entre d'un côté les républicains et les partisans de Dreyfus (dreyfusards), et de l'autre les anti-dreyfusards dont une majeure partie des médias de l'époque.

Le sionisme commence ainsi à trouver un écho dans certains milieux. Des figures d'extrême droite anti-dreyfusardes qui incarnent l'antisémitisme et le nationalisme français comme Édouard Drumont, nourrissent la question de la place des Juifs dans la société française, et voient dans le sionisme une solution au problème juif en France.



c) Fin du XIX^e : une première réception du sionisme contrastée

C'est avec la publication de *L'État juif* en 1896 de Theodor Herzl que le concept de sionisme politique émerge concrètement. Il rédige son œuvre à Paris sous le choc de l'affaire Dreyfus et réunit ses partisans lors du Congrès sioniste à Bâle en 1897, pour promouvoir ses idées. Ce congrès marque donc la naissance du sionisme moderne puisqu'il est à l'origine de l'Organisation sioniste mondiale actuelle. Herzl écrit d'ailleurs : « À Bâle, j'ai donné naissance au futur État juif. Il peut venir dans cinq ans, ou dans cinquante ans, tout le monde le verra ». La Fédération sioniste de France est fondée en 1901 et rassemble des immigrants juifs d'Europe de l'Est.

En réaction à un antisémitisme croissant, des branches du sionisme commencent à se développer. Par exemple, un des premiers courants est le sionisme libertaire prôné par Bernard Lazare à la fin du XIX^e. Ce courant favorise la création d'un foyer national juif libertaire, associatif et sans État, il est soutenu par des anarchistes et des socialistes pensent que la question juive ne peut trouver sa place dans un projet de société indépendant mais qui doit être plutôt compris dans un projet révolutionnaire mondial.

Cependant, de nombreux juifs français semblaient réfractaires quant au mouvement sioniste qui émerge suite au congrès de Bâle, puisqu'ils sont désormais émancipés et se sentent intégrés dans la société républicaine française. Le sionisme risque selon eux de remettre en question les principes d'universalisme et de patriotisme de cette franco-judaïcité. Des militants d'extrême gauche y voient également un obstacle à la paix dans la région ou une forme de colonialisme européen.

II. Première moitié XX^e : une ambivalence de la réception du sionisme marquée par l'indifférence

a) Un intérêt colonial français : une politique arabe

Les institutions françaises comme l'Alliance française Universelle furent longtemps critiques à propos du sionisme. Le Quai d'Orsay (ministère des affaires étrangères) évoque, au moment de l'affaire Dreyfus et de l'émergence du sionisme en 1894, le péril que la création d'un État juif constituerait pour les intérêts de la France. En effet, à la fin du XIX^e, la France a des hôpitaux, des monastères, des églises dans tout le Moyen-Orient. Les sionistes sont critiqués violemment par les institutions, et le Quai d'Orsay finance, en parallèle, la publication d'un journal francophone diffusé dans toute la région du Moyen-Orient : *L'indépendance arabe*.

Mais ces inquiétudes ne trouvent pas d'écho et l'hostilité des institutions face au sionisme se transforme en une apparente neutralité.

Les accords Sykes-Picot signés en 1916 prévoient le découpage du Moyen-Orient dont une partie de la Palestine doit revenir à la France. Cependant à la fin de la I^{ère} GM, ce découpage est modifié lors de la conférence de San Remo en 1920 et débouche sur l'attribution des mandats français en Syrie et au Liban et des mandats britanniques en Irak et en Palestine. Ces mandats sont des territoires pris à l'empire Ottoman, vaincus pendant la guerre, administrés par l'Angleterre et la France sous le contrôle de la Société des Nations, dans le but officiel de faire

accéder ces États à l'indépendance. La France du Levant est alors comparée au modèle des colonies, puisque l'objectif de la diplomatie française est un objectif colonial.

b) Une apparente neutralité dans l'opinion publique et politique

La Déclaration Cambon du 11 juin 1917, signée par Jules Cambon lui-même, alors secrétaire général du Quai d'Orsay, adressée à Nahum Sokolow, un dirigeant du mouvement sioniste qui soutenait publiquement l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, ne produit aucun effet réel puisque quelques mois plus tard, un tournant dans l'histoire du sionisme s'opère : la Déclaration Balfour de 1917 d'Arthur Balfour, secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, est la preuve officielle du soutien britannique à la création d'un "foyer national juif" en Palestine.

En 1924 : 50% des juifs de France sont asionistes, ils sont indifférents à l'idée d'un État Juif - se sentent français, sentiment d'intégration dans la société. Le sionisme demeure minoritaire jusqu'en 1948 dans la plupart des communautés juives, même si des discours sionistes accusent les juifs d'Europe de s'être intégrés, d'avoir assimilé les valeurs républicaines et de participer à la disparition du peuple juif. Leur intégration est confondue avec l'assimilation.

c) Militantisme émergent en faveur sionisme

Toutefois, le militantisme des sionistes en France est vigoureux, bien qu'ils ne représentent qu'une minorité puisqu'ils ne dépassent pas les 10 000 en France. Ils s'organisent pour gagner leur cause de toutes les manières possibles (collecte de fonds pour l'achat de terres en Palestine, rencontre avec des juifs pour les convaincre, des mouvements de jeunesse se montrent en faveur du sionisme comme la Jeunesse libérale israélite, plusieurs mouvements ou organismes de conceptions politiques différentes voient le jour comme la Fédération des sociétés juives de France créée en 1926 qui réunit 20 000 immigrants de classe moyenne est administrée par des sympathisants sionistes.

Ou encore, le journal *Parizer Haint* (Le parisien aujourd'hui) créé par des immigrants juifs est un journal anticomuniste et pro-sioniste. Pour les Juifs immigrants encore attachés à leur culture et à leur traditions, les mouvements nationalistes juifs qui se développent comme le sionisme, sont une solution à leur quête d'identité.

De même que certains intellectuels comme André Spire ou Edmond Fleg, intégrés dans la société française, s'intéressent au sionisme sans pour autant renier le lien qui les unie à la France. André Spire va même jusqu'à créer la Ligue des amis du sionisme en 1917 composée de juifs et de non-juifs. La ligue devient le Comité France-Palestine en 1925 et des hommes politiques comme Aristide Briand ou encore Léon Blum y adhèrent.

III. 30's à 1986 : un sionisme qui divise l'opinion publique, en lien avec le contexte international

a) Un antisémitisme croissant qui donne regain sionisme

Vers la fin des années 1930, la montée de l'antisémitisme en France ouvre une nouvelle voie aux sionistes, méfiants vis-à-vis de l'assimilation et désireux d'assurer aux Juifs une terre d'asile sous la forme d'un Foyer national. Un franco-sionisme apparaît, c'est-à-dire un sionisme destiné aux Juifs persécutés sans remettre en question l'attachement des Juifs français à la France et à leur intégration, ce concept est notamment défendu par Zadoc Kahn, le Grand Rabbin.

La victoire du Front Populaire de Léon Blum suscite une haine anti-juive, le triomphe du nazisme en Allemagne et le déferlement de l'antisémitisme invite les juifs à se questionner sur leur identité. L'idée que la Palestine peut être un territoire d'accueil et de libération de cette répression pour les Juifs, commence à évoluer 

Après la Seconde Guerre mondiale et la shoah, l'idéologie sioniste trouve un écho encore plus important en France, notamment en raison de la choc traumatique des survivants juifs et de la montée des mouvements de décolonisation qui donne une nouvelle dynamique au sionisme. Dans les années 50/60's : les juifs de France sont majoritairement sionistes à 80%.

b) Politique antisioniste française

La France vote, en 1947, pour le plan de partage de la Palestine, mais ne reconnaît l'Etat d'Israël qu'au début de 1949.

Avec la guerre des Six Jours et la montée des tensions entre Israël et ses voisins arabes, le sionisme se heurte à des réticences. La guerre des Six Jours en 1967 (guerre préventive alors que pas attaque réelle), où Israël remporte une victoire éclatante contre ses voisins arabes, est un moment clé dans l'évolution de la perception du sionisme en France.

La France, sous le leadership du général de Gaulle, a commencé à adopter une position plus neutre, voire critique à l'égard d'Israël, notamment en raison de ses relations avec les pays arabes et de sa politique étrangère indépendante. De Gaulle se détourne progressivement d'Israël et fait en 1967 une déclaration controversée, qualifiant Israël de "l'ennemi du peuple arabe", il condamne l'attaque de l'État d'Israël, percevant l'État comme offensif, agressif et violent.

D'ailleurs, 20% des Juifs de France sont critiques, notamment les juifs d'extrême gauche en faveur de la résistance palestinienne.

c) Réticence au sein population juive de France face à l'État d'Israël

Paris devient dans l'entre-deux-guerres un important centre culturel yiddish. De nombreuses synagogues, des écoles sont créées, des manifestations culturelles ont lieu, un modèle franco-judaïsme prend place au sein de la société française. Les années 30 sont aussi marquées par la politisation des Juifs. L'Union des sociétés juives de France créée en 1938 est communiste. Les communistes qualifient d'ailleurs le sionisme de "nationalisme bourgeois" et s'y opposent au nom de la révolution universelle prônant l'autonomie culturelle juive. Les institutions officielles juives comme l'Alliance israélite universelle tendent à se montrer moins ouvertes au sionisme.

La création de l'État d'Israël a lieu en 1948 mais ne constitue pas pour autant un mouvement massif d'immigration : 3 000 départs dans les années 50's ; 20 000 dans les années 70's.

Dans les années 1970 et 1980, le sionisme continue de diviser l'opinion publique.

Finalement, le sionisme a ainsi suscité des réactions variées en France depuis la fin du XIX^e et au cours du 20^e siècle, influencées par le contexte politique, social et géopolitique de chaque période.

Durant cette période, le sionisme en France a subi de fortes mutations puisqu'il a mis du temps à émerger et a connu un succès inégal auprès de la communauté juive de France ainsi qu'auprès des institutions françaises. L'intégration des juifs dans la société française a provoqué une forme de réticence quant à l'idée de la création d'un foyer national juif. Or, avec la montée de l'antisémitisme et les guerres mondiales, le sionisme est devenue une solution à la question juive dans le monde. Cependant ce projet presque utopiste, malgré sa création en 1948, ne semble pas trouver un succès auprès de la communauté juive de France et continue de diviser l'opinion publique et politique.



BIBLIOGRAPHIE et SITOGRAPHIE :

-BENBASSA Esther, *Histoire des Juifs de France, de l'Antiquité à nos jours*, 1997.

-GREILSAMMER Ilan, *Le sionisme*, 2001.

-NICAULT Catherine, *La France et le sionisme, 1897-1948. Une rencontre manquée ?*, 1992.

-PHILIPPE Béatrice, *Les Juifs dans le monde contemporain*, 1986.

-REITER Alexandre, *La crise du sionisme (Suite)*, "Le sionisme en France"
<https://shs.cairn.info/revue-le-monde-juif-1955-2-page-23?lang=fr>

-VOIGNAC Joseph, *Regards extérieurs sur la France et le modèle du judaïsme français (XIX^e-XX^e siècles)*, "La communauté juive française et le sionisme dans les années 1930 à travers L'Univers israélite"

<https://shs.cairn.info/revue-archives-juives-2018-1-page-113?lang=fr>